

Entre la satisfaction et le mécontentement

On dit que toute révolution naît d'un mélange de satisfaction et de mécontentement, de désespoir et d'espérance : mécontentement envers un mode de vie qu'il faut abolir, satisfaction envers un autre qu'il faut instaurer ; désespoir à l'égard d'institutions qu'il faut détruire, et espoir en de nouvelles institutions qu'il faut fonder.

La révolution est donc un alliage de pessimisme et d'optimisme : pessimisme face à ce qui existe encore, parce que cela ne correspond pas à ce qui devrait être ; optimisme, né de la foi dans la réforme, du désir de la réaliser et de l'élan qui pousse à l'entreprendre.

Mais ces états d'esprit doivent rester en équilibre. Si le mécontentement, le désespoir et le pessimisme dominant, ils paralysent la volonté, étouffent l'effort et conduisent à la résignation. Si la satisfaction, l'espérance et l'optimisme débordent, ils endorment la vigilance, entretiennent l'illusion et affaiblissent l'activité.

Ceux qui dirigent une révolution doivent garder à l'esprit cette mesure : qu'ils ne peignent pas la vie de couleurs si sombres qu'elle inspire le désespoir, ni si éclatantes qu'elles fassent naître des espoirs démesurés, condamnés à la déception et à la méfiance.

Je dis tout cela après avoir lu les nombreux discours et commentaires diffusés ces derniers temps sur les affaires de l'éducation en Égypte. Il n'est pas vrai que l'enseignement soit un bien absolu, dispensé de toute réforme, à l'abri de toute critique ; si tel était le cas, l'Égypte n'aurait nul besoin d'un ministère de l'Instruction publique, ni de ceux qui y travaillent.

Mais il n'est pas vrai non plus que l'enseignement soit un mal total, ne contenant rien qui mérite d'être préservé. Si c'était le cas, l'Égypte n'aurait pu vivre ni progresser grâce à ce système même. Or, elle a vécu, avancé et fait de grands pas : elle est meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était au siècle dernier, meilleure après la Seconde Guerre mondiale et la proclamation de l'indépendance qu'avant.

Si l'enseignement avait été entièrement corrompu, le premier devoir de la Révolution aurait été de l'interrompre : de fermer écoles, instituts et universités, jusqu'à la création d'un système nouveau, solidement fondé sur des plans clairs et des buts conformes à l'esprit de la Révolution.

Mais le ministère de l'Instruction a accueilli la nouvelle année scolaire comme il l'a toujours fait : ouvrant écoles et universités, recevant anciens et nouveaux élèves, poursuivant sa tâche, s'efforçant de réformer ce qui peut l'être et de préserver ce qui doit durer. Car le mal absolu n'a pas de place dans l'esprit de ceux qui gouvernent les affaires publiques.

La vérité est que l'enseignement, comme toutes les institutions du pays, contient à la fois du bien et du mal : des aspects qui exigent la réforme, et d'autres qu'il faut maintenir jusqu'à ce qu'on trouve mieux.

Demandez à n'importe quel ministre s'il est pleinement satisfait de son département et des services qu'il dirige : vous verrez combien il en est éloigné. Pourtant il ne se plaint pas, ne s'irrite pas, n'abat pas les cœurs par le pessimisme ; il affronte son travail avec sincérité, oubli de soi et patience ; il conseille le peuple, sert la nation, s'obstine à réformer, surmonte les obstacles, espère ce qu'il peut accomplir et supporte ce qui résiste à ses efforts.

Il n'est bon ni utile que les élèves lisent dans les journaux qu'ils n'apprennent rien, que leur présence dans les écoles ne sert à rien, qu'ils gaspillent leur temps, leur énergie, leur santé, et que l'État dilapide des millions pour une instruction vaine ; puis qu'ils se couchent et se lèvent pour lire la même chose encore. Rien n'est plus propre à miner leur confiance dans leurs établissements, à détruire leur estime de leurs maîtres, à troubler leur foi en eux-mêmes — sans profit pour personne.

Ces élèves doivent aller à l'école, écouter leurs professeurs, étudier leurs leçons ; et il vaut infiniment mieux qu'ils le fassent avec la sérénité, l'espoir et la résolution qui conviennent à la jeunesse, qu'avec le dégoût et le désespoir.

Pas davantage n'est-il juste que les enseignants — qui passent leurs jours et leurs nuits à préparer leurs cours et corriger des cahiers pour des salaires modestes à peine suffisants — lisent matin et soir qu'ils peinent en vain, qu'ils gaspillent leur temps et que leur mission est inutile. Si les ingénieurs, les médecins et les autres serviteurs de la vie quotidienne entendaient de telles paroles aussi souvent que les éducateurs, un sombre pessimisme se répandrait sur l'Égypte, nuisible à tous et profitable à personne.

Il appartient donc aux ministres, aux responsables, aux réformateurs et aux guides d'opinion de maintenir l'équilibre entre la satisfaction — qui nourrit l'espérance et pousse à l'action — et le mécontentement — qui incite à la réforme et à l'amour du progrès.

Rien ne l'illustre mieux que l'exemple même de nos ministres : après la Révolution, ils travaillent comme avant, administrant les affaires du peuple, aspirant à ce que le jour présent dépasse la veille, et que demain surpasse aujourd'hui.

Nul ne doute que nos écoles soient surchargées, ce qui diminue le profit que les élèves tirent de l'enseignement. Mais qu'est-ce qui vaut mieux : des écoles pleines où l'on apprend un peu, ou des écoles modèles, vides d'élèves, en attendant qu'on en construise d'autres — attente qui peut être longue ?

Le ministère de l'Instruction, dit-on, a accepté cette année encore plus d'élèves que l'an passé. Comment concilier cela avec la plainte du surpeuplement ? N'aurait-il pas mieux valu refuser les inscriptions jusqu'à l'ouverture de nouvelles écoles ?

Le Premier ministre, à son honneur, a ordonné qu'aucun élève ne soit refusé, sachant qu'un peu de savoir vaut mieux que l'ignorance, et qu'une faible lueur vaut mieux que les ténèbres totales où l'homme étend la main sans rien voir.

Le Premier ministre et ses collègues — y compris le ministre de l'Instruction — ont fait preuve d'une grande sagesse en laissant le système éducatif suivre son cours, sans en exclure les étudiants, puis en décidant, il y a peu, de créer une institution destinée à construire des écoles à grande échelle. C'est là, en vérité, la seule solution au problème de l'enseignement en Égypte : multiplier les écoles, les rapprocher des populations, afin que chaque village ait son école primaire, chaque ville son école secondaire, et chaque région son institut technique.

C'est ce que je réclame depuis des années ; c'est ce que je réclame encore aujourd'hui ; et c'est ce que je réclamerai tant que ma voix me le permettra. Louange à Dieu : la Révolution a entendu cet appel, et créé cette institution qui allégera l'encombrement des écoles et permettra à toutes les familles d'éduquer leurs fils et leurs filles sans peine.

La situation des universités est semblable à celle des écoles : elles sont trop peu nombreuses pour les besoins du pays, surchargées, incapables d'offrir aux étudiants l'attention qu'ils méritent ni aux professeurs le loisir de la leur donner. Le remède est le même : réduire l'encombrement, fonder d'abord de nouvelles universités.

Trois universités pour un pays comme l'Égypte : c'est une anomalie, indigne d'une nation qui veut être libre, avancée, civilisée, et recouvrer la grandeur qu'elle a jadis connue.

Je ne cacherai pas le profond malaise que m'a causé la récente déclaration du ministre de l'Instruction, selon laquelle nos facultés universitaires seraient « des lycées du pire genre ». Voilà un excès intolérable, car ce n'est pas vrai. Il peut y avoir des défauts, même graves, mais nos facultés ne sont pas des lycées, encore moins médiocres. Ce sont de véritables universités, où la science se transmet avec sérieux — peut-être mieux que dans bien des établissements étrangers. Comme tout en Égypte, elles ont besoin de réforme ; et elles en auront toujours besoin, car la perfection est un horizon qui recule à mesure qu'on avance vers lui.

Devant moi, j'ai plusieurs ouvrages produits par ces facultés injustement décriées : des livres solides, soignés, témoignant d'un amour sincère de la recherche et d'un haut niveau scientifique ; ils ne le cèdent en rien à ceux publiés à l'étranger. Et ces ouvrages ne viennent pas seulement des professeurs chevronnés, mais aussi des jeunes chercheurs.

Ce n'est pas la faute des universitaires si les ministres ne lisent pas leurs travaux, ne suivent pas leurs recherches, ne s'enquerront pas de leurs résultats. S'ils le faisaient, ils sauraient que les universités d'Égypte n'ont pas perdu leur temps depuis leur création.

Encore une fois : nos universités ont besoin — et auront toujours besoin — de réforme. Elles n'ont pas à se satisfaire d'elles-mêmes ; seuls les esprits accoutumés à l'inertie se complaisent dans leur état. Ceux qui cherchent le progrès, la croissance, l'excellence sont toujours un peu insatisfaits : leur mécontentement les pousse vers le changement et l'élévation, tandis que leur satisfaction leur donne la confiance nécessaire au travail, à la persévérance et à la production.

J'espère donc ardemment que la Révolution prendra, pour les universités, une initiative semblable à celle qu'elle a prise pour l'enseignement général : qu'elle prépare la création d'une, de deux ou même de trois nouvelles universités, au moment opportun. Voilà ce qui permettra à nos universités d'obtenir enfin la réforme qu'elles désirent avec tant d'ardeur.

Car elles ne souffrent d'aucun mal plus grave que de la surcharge et de la congestion. Allégeons leur fardeau, donnons-leur confiance et estime, et attendons d'elles qu'elles façonnent une Égypte nouvelle.

Ṭāhā Husayn
Al-Ahrām, 27 décembre 1952